

Audience publique du 2 mai 2011

=====

**Requête en sursis à exécution introduite par
la société anonyme XXX S.A., Luxembourg,
contre des bulletins émis par l'Administration des Contributions Directes, Bureau
Société 6,
en matière de recouvrement de l'impôt sur la fortune**

ORDONNANCE

Vu la requête déposée le 11 avril 2011 au greffe du tribunal administratif par Maître Bertrand Chrismann, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société anonyme XXX S.A., établie et ayant son siège social à L-XXX XXX, X, XXX XXX, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro XXX XXX représentée par son Conseil d'administration actuellement en fonctions, tendant à ordonner la suspension du recouvrement de l'impôt sur la fortune pour l'année XXX et pour l'année XXX fixé par 1) un bulletin d'établissement de la valeur unitaire au XXX, daté du XXX, 2) un bulletin de l'impôt sur la fortune XXX, daté du XXX, 3) un bulletin d'établissement de la valeur unitaire au XXX, daté du XXX et 4) un bulletin de l'impôt sur la fortune XXX, daté du XXX, émis par l'Administration des Contributions Directes, Bureau Société 6, la requête s'inscrivant dans le cadre d'un recours en réformation sinon en annulation déposé au fond le même jour, inscrit sous le numéro XXX du rôle, étant pendant devant le tribunal administratif;

Vu l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives;

Vu les pièces versées et notamment les décisions attaquées;

Où Maître Audrey Sebe, en remplacement de Maître Bertrand Christmann, et Madame la déléguée du gouvernement Monique Adams en leurs plaidoiries respectives à l'audience du 28 avril 2011.

L'Administration des Contributions Directes a fixé l'impôt sur la fortune à payer par la société XXX S.A. pour l'année XXX à un montant de EUR XXX, et celui de l'année XXX à EUR XXX.

En date du XXX XXX, l'Administration des Contributions Directes a adressé une contrainte à la société XXX S.A pour un montant total de EUR XXX correspondant aux impôts sur la fortune de XXX et XXX, augmentés des intérêts légaux.

En date du XXX XXX, un commandement de payer a été adressé à la société XXX S.A et sur le fondement de la contrainte et du commandement de payer précités, l'huissier de justice XXX XXX a tenté, en date du XXX XXX, de procéder à une saisie-exécution.

N'ayant apparemment trouvé ni biens meubles ni immeubles pouvant faire l'objet d'une saisie, l'huissier a dressé un procès-verbal de carence.

La société XXX S.A. introduisit en date du XXX XXX un recours contentieux 1) à l'encontre du bulletin d'établissement de la valeur unitaire au XXX XXX daté du XX XXX XXX, 2) du bulletin de l'impôt sur la fortune XXX daté du XXX XXX, 3) du bulletin d'établissement de la valeur unitaire au XXX XXX daté du XXX XXX, ainsi 4) qu'à l'encontre du bulletin de l'impôt sur la fortune XXX daté du XXX XXX établis par l'Administration des Contributions Directes.

Parallèlement, le même jour, elle a fait introduire une demande aux fins de voir « *ordonner la suspension du recouvrement de l'impôt sur la fortune pour l'année XXX et de l'impôt sur la fortune de l'année XXX.* »

La requérante justifie son intérêt à agir en faisant exposer qu'elle s'est vu notifier en date du XXX XXX un commandement de payer pour un montant de XXX euros, ce qui l'exposerait à un préjudice grave et irréparable alors que ses montants disponibles seraient insuffisants pour payer la somme réclamée.

Par ailleurs, elle ferait valoir des moyens sérieux par rapport aux décisions entreprises de sorte qu'elle aurait de sérieuses chances de succès pour obtenir une réformation sinon une annulation de ces mêmes décisions.

Madame la déléguée du gouvernement, après s'être rapportée à prudence de justice au niveau de la compétence « *ratione materiae* » des juridictions administratives, s'est opposée à la demande telle que formulée en contestant tant le risque d'un préjudice grave et définitif que le sérieux des moyens invoqués.

En vertu de l'article 11 (2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer au requérant un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux. Le sursis est rejeté si l'affaire est en état d'être plaidée et décidée à brève échéance.

La compétence du président du tribunal est restreinte à des mesures essentiellement provisoires et ne saurait en aucun cas porter préjudice au principal. Il doit s'abstenir de préjuger les éléments soumis à l'appréciation ultérieure du tribunal statuant au fond, ce qui implique qu'il doit s'abstenir de prendre position de manière péremptoire, non seulement par rapport aux moyens invoqués au fond, mais même concernant les questions de recevabilité du recours au fond, comme le respect du délai pour agir, étant donné que ces questions pourraient être appréciées différemment par le tribunal statuant au fond. (TA prés. 18-1-05 N° 19149 du rôle ; TA prés. 27-11-07 N° 23655 du rôle, ces ordonnances ainsi que toutes les autres références des juridictions administratives citées dans la présente ordonnance pouvant être consultées sous: <http://www.justice.public.lu/fr/jurisprudence/juridictions-administratives/index.html>)

Il doit donc se borner à apprécier – après avoir évacué des moyens mettant éventuellement en doute la régularité de sa propre saisine sans avoir une quelconque répercussion sur la régularité de la procédure au fond – les moyens tirés de l'incompétence et de l'irrégularité de la saisine du juge du fond en y répondant non pas de manière péremptoire et affirmative, mais en en appréciant le sérieux dans ce sens que si ces moyens paraissent sérieusement mettre en doute la compétence du juge du fond ou la recevabilité de la demande au fond, ce doute se répercutera sur le sérieux des moyens invoqués à l'appui du recours au fond et entraînera le rejet de la demande de sursis à exécution. (TA prés. 19-1-05 N° 18974 du rôle)

Or, il a été retenu par les juridictions administratives que les litiges nés à l'occasion d'un acte de recouvrement forcé d'un impôt direct sont de la compétence des tribunaux de droit commun, lesquels, en tant que juges du contentieux de l'exécution, sont seuls compétents pour connaître des moyens que le contribuable peut faire valoir contre les actes d'exécution et des difficultés d'exécution (Trib. adm. 19 juillet 2000 N° 11533 du rôle) et que le contentieux fiscal dévolu aux juridictions de l'ordre administratif ne comprend point les actes posés dans le cadre de la phase du recouvrement de l'impôt.

Les actes posés par analogie pour le recouvrement des paiements indus, suivant quant à leur forme le mode usité par l'administration chargée de la recette, au voeu de l'article 40 de la loi du 27 juillet 1936, sont appelés à échapper à leur tour à la compétence des juridictions de l'ordre administratif. Par voie de conséquence le tribunal est incompétent pour connaître des recours dirigés contre les actes de recouvrement, plus particulièrement l'extrait de compte du bureau de recettes, ainsi que tous les actes subséquents du bureau, de même que ceux imputés au directeur de ladite administration. (Trib. adm 2 avril 2001 N° 12490 du rôle, 14 janvier 2004, N° 16327 du rôle)

Les moyens invoqués à l'appui du recours au fond n'apparaissant pas comme suffisamment sérieux, au stade actuel de l'instruction du litige, et les conditions tenant au risque d'un préjudice grave et définitif, d'une part, et au sérieux des moyens, d'autre part, devant être remplies cumulativement pour justifier l'institution d'une mesure provisoire, il y a lieu de rejeter la demande.

Par ces motifs,

le soussigné président du tribunal administratif, statuant contradictoirement et en audience publique,

déclare la demande de sursis à exécution non justifiée et en déboute,

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 2 mai 2011 par M. Feyereisen, président du tribunal administratif, en présence de M. Rassel, greffier.

s. Luc Rassel

s. Marc Feyereisen